



Cahier des indicateurs de durabilité 2022 - 2023



Préface

Pour rendre compte de ses risques et impacts en toute transparence, le groupe Caisse des Dépôts rend compte annuellement sur de multiples indicateurs de durabilité couvrant l'ensemble de ses activités sur les trois dimensions Environnement, Social et Gouvernance. Pour inscrire ses ambitions dans des engagements concrets, plusieurs de ses indicateurs font l'objet de cibles chiffrées dont le Groupe s'attache à suivre l'atteinte dans le temps.

Outil de suivi et d'amélioration de la performance, le reporting de durabilité du groupe Caisse des Dépôts s'organise autour de deux axes :

• **La maîtrise des risques extra-financiers** : pour assurer la maîtrise de ses risques selon une approche de double matérialité, le Groupe a élaboré une cartographie de ses risques extra-financiers. En particulier, 12 risques ont été identifiés comme majeurs et font l'objet d'un reporting au titre de la déclaration de performance extra-financière (DPEF), vérifiée par des organismes indépendants. Au titre de leurs impacts financiers, ces risques sont depuis 2022 pleinement intégrés dans la gestion globale des risques du Groupe.

• **La contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unis (ODD)** : pour piloter et accroître sa contribution aux politiques publiques, le Groupe a choisi depuis fin 2019 de se doter d'un plan d'action en faveur des ODD. Avec plus de 40 engagements chiffrés, le plan d'action ODD est depuis 2021 pleinement intégré au pilotage stratégique du Groupe.

Nouveauté de l'année, le reporting de durabilité intègre également les indicateurs de suivi de la **Raison d'être** du Groupe, qui forme désormais le socle structurant du suivi des activités. Adoptée en 2022, cette Raison d'être traduit le rôle du Groupe dans l'économie et ses engagements au service de l'intérêt général au travers de 14 engagements associés à 20 indicateurs.

Périmètre

Le périmètre couvre l'Etablissement public, ainsi que toutes les filiales et participations stratégiques consolidées dont il est actionnaire de référence, ce qui inclut depuis 2021 le Groupe La Poste. D'un point de vue comptable, le périmètre porte à la fois sur la Section générale et sur le Fonds d'épargne. Du fait de la diversité du Groupe, certains indicateurs portant sur les activités ne sont pas pertinents pour toutes les entités du Groupe. Par souci de transparence, la liste des entités concernées au titre de 2022 est ainsi précisée en périmètre.

Méthodologie

Les indicateurs financiers correspondent aux montants d'investissement engagés et/ou au volume de prêts signés sur la période, calculés en sommant les mobilisations de chaque entité financière, hormis pour les indicateurs taxonomiques calculés en suivant les règles de consolidation prudentielle. Les indicateurs extra-financiers sont calculés sans quote-part. Pour plus de précisions méthodologiques, voir l'annexe dédiée du rapport d'engagement sociétal.

Pour aller plus loin

- Rapport d'engagement sociétal
- Bilan Investissement Responsable
- La page Raison d'être du site internet
- Rapports extra-financiers des filiales et participations stratégiques

Légendes

 **Indicateur de suivi de la Raison d'être**

Indicateur ayant fait l'objet d'une vérification externe dans le cadre de la déclaration de performance extra-financière (DPEF)

* **Indicateur ayant fait l'objet d'une correction après publication des rapports 2020 et 2021**

 **Cible intégrée au plan d'action Objectifs de développement durable (ODD) du Groupe**

 **Thématique intégrée au plan ODD prioritaire Groupe (cible)**  **ODD significatif Groupe (vigilance)**

Abréviations pour le périmètre

CDC: Caisse des Dépôts; EP : Etablissement public Caisse des Dépôts, BPI : Bpifrance, BDT : Banque des Territoires, BDT DI : direction de l'investissement de la Banque des Territoires, BDT DP : BDT DI : direction des prêts de la Banque des Territoires, GDA : Gestions d'actifs, DPS : direction des politiques sociales, LP : Groupe La Poste, LBP : La Banque Postale, ICDC : CDC Informatique, CDCB : CDC Biodiversité, CDCH : CDC Habitat, SF : Société Forestière, CNP : CNP Assurances, SGG : secrétariat général du Groupe, CDCROIS : CDC Croissance, CDA: Compagnie des Alpes, Tréso : Trésorerie.





Acronymes





ODD: Objectifs de développement durable des Nations unies; QPV: quartiers prioritaires de la politique de la ville, ESS: économie sociale et solidaire; FSC : Forest Stewardship Council (certification de gestion forestière durable); PEFC : Programme for the Endorsement of Forest Certification (certification de gestion forestière durable); PME : petites et moyennes entreprises; MSA : means species abundance (mesure de la biodiversité); MCF: Mon Compte Formation. RSE : responsabilité sociale des entreprises; GES : gaz à effet de serre; LCB-FT: lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme; QVT; qualité de vie au travail; RH : ressources humaines; ESG : environnement, social et gouvernance.






Transformation écologique

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Transformation écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Risques physique et de transition sur les activités opérées ou financées liés au changement climatique - Non atteinte des missions du Groupe en matière de transformation écologique 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique climat et politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole & gaz, immobilier, transport) - Politique biodiversité du Groupe - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entités - Intégration des risques climatiques dans la gestion des risques Groupe (cartographie d'exposition du bilan, cadre d'appétit au risque, stress tests) - Mesure des risques biodiversité (en particulier GDA et BDT pour l'Etablissement public) - Plan climat de la Banque des Territoires et de Bpifrance - Plan d'action d'adaptation du Groupe

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
	* Montant annuel des financements en faveur de la transformation écologique (flux en milliards d'euros)	CDC [BDT-GDA-GPS]	6,4*	7,4*	10,6			La cible de 60 Md€ étant sur le point d'être dépassée d'ici à 2024, le Groupe amplifie sa mobilisation avec une nouvelle ambition de 100 Md€ annoncée en juin 2023.
		Groupe [BDT - BPI - LBP - CNP - SFIL - GDA - GPS]	13,3*	17,1*	23,0	60 Md€ (2020-2024)	89 %	
Financement de la transition écologique	Puissance d'énergie renouvelable financée (flux en GW)	BDT	1432	865	200			Au-delà de BDT et STOA, le Groupe s'est mobilisé à plus de 2 Md€ en faveur des énergies renouvelables en incluant également Bpifrance et La Banque Postale.
		BDT - STOA		1392	435			
	* Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement sur l'année (flux)	CDC [BDT]	29 958	31 981	40 520	200 000 (2020-2024)	51 %	L'année 2022 a vu l'accélération des projets de rénovation dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie. A noter, pour bon suivi de la cible, l'indicateur ne reprend pas La Poste qui était également couvert dans l'indicateur Raison d'être.
	Surfaces de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés thermiquement (flux en m²)	CDC [BDT]	231 727	653 125	1 283 610	1,5M m² (2020-2024)	145 %	Les résultats 2022 reflètent le succès de l'offre d'intracant et la volonté des collectivités locales d'accélérer leurs travaux de rénovation.
	Nombre de nouvelles places dans des véhicules propres (flux)	BDT Transdev	64 980	164 340*	48 189	138 000 (2020-2024)	201 %	Les véhicules désignés comme "propres" regroupent les véhicules Euro VI, hybrides, électriques, GNV/biogaz, le matériel roulant ferroviaire et navigant durable ainsi que la mobilité douce (vélo, deux-roues...). La variation annuelle s'explique par de gros projets ponctuels qui n'ont pas vocation à être récurrents.
	Nombre de bornes de recharge financées (flux)	CDC [BDT]	2028	55 793	127 335	150 000 (2020-2024)	123 %	Une forte accélération des investissements engagés pour l'installation de bornes IRVE notamment grâce à Logivolt et de nouvelles plateformes. La cible initiale de 50 000 a ainsi été rehaussée à 150 000.
	Part des nouveaux bureaux et établissements de santé > 5 000 m² certifiés et/ou labélisés (flux en nombre) (en %)	Groupe [BDT DI - GDA - Icade - CDC H - LP]	ND	100 %	100 %	100 % dès 2021	100 %	La politique Climat du Groupe précise la recherche dès que possible de certifications et/ou labels environnementaux dans les développements immobiliers réalisés par les entités du Groupe avec la systématisation pour certaines classes actifs. Donnée LP non disponible.
	Part des nouveaux développements immobiliers résidentiels certifiés et/ou labélisés (flux en nombre) (en %)	Groupe [BDT DI - GDA - Icade - CDCH]	ND	75 %	59 %	50 % dès 2022	118 %	L'année 2022 est marquée par une baisse de la part de développements certifiés/labélisés du fait de l'entrée en vigueur de la RE 2020, l'engagement pris dans la politique climat restant dépassée.
	Part des expositions sur des activités éligibles à la Taxonomie (approche réglementaire) (en %)	Section générale	ND	21 %	28 %			Le calcul d'éligibilité n'est qu'une étape préalable du calcul taxonomique qui reflète un profil de bilan et ne traduit pas un impact environnemental. Le calcul réglementaire ne prend en compte que les contreparties assujetties.
		Fond d'épargne	ND	42 %	60 %			
	Part des expositions sur des activités éligibles à la Taxonomie (approche volontaire) (en %)	Section générale	ND	41 %	35 %			Le calcul volontaire comptabilise également les financements affectés à des activités éligibles y compris de contreparties non assujetties (comme par exemple les SPV dans des énergies renouvelables), ainsi que le recours encadré à des estimations sectorielles en l'absence de données publiques.
		Fond d'épargne	ND	59 %	63 %			

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Décarbonation des portefeuilles et entreprises	* <input checked="" type="checkbox"/> Part des investissements et des financements alignés ou couverts par des cibles alignées avec les objectifs de l'Accord de Paris (en %)	Groupe [GDA - BDT - GPS - BPI - LBP - LBPAM - CNP - SFIL]	ND	ND	52 %	Objectif d'alignement 1,5°C de toutes les activités dès que possible		Sont comptabilisés les actifs qui contribuent directement à la transformation écologique, qui font l'objet d'une cible de décarbonation alignée sur les accords de Paris ou qui appartiennent à un portefeuille couvert par une telle cible.
	Intensité carbone des portefeuilles (scopes 1-2) (en %)							
	- <input checked="" type="checkbox"/> Actions cotées (tCO₂/k€)		0,309	0,228	0,211	- 20 % (2020-2025) - 55 % (2020-2030)	27 %	Les cibles font partie d'un objectif de décarbonation pris dans le cadre de la Net Zero Asset Owner Alliance, et en respecte la méthodologie d'alignement sur une trajectoire de limitation de la hausse des températures à 1,5°C. Elles sont calculées à partir de la date de référence du 31/12/2019. Le niveau de réduction déjà obtenu est sur la bonne trajectoire et même dépasse déjà le jalon intermédiaire d'une réduction de 20% entre 2020 et 2025 pour les portefeuilles actions cotées en direct.
	- <input checked="" type="checkbox"/> Obligations d'entreprises (tCO₂/k€)	CDC [GDA]	0,109	0,101	0,100	- 20 % (2020-2025) - 55 % (2020-2030)	16 %	
	- Immobilier de placement (en kgeqCO ₂ /m ² /an)		27	28	26	- 15 % (2020-2025) - 50 % (2020-2030)	19 %	
	Nombre d'entreprises/émetteurs pour lesquels un dialogue a été effectué sur les sujets climat	GDA	-	-	57	60 émetteurs d'ici à 2024	95 %	Les entreprises engagées correspondent aux émetteurs du portefeuille de gestion discrétionnaire pour GDA, dont les 20 sociétés les plus émettrices du portefeuille, et aux participations stratégiques du Groupe pour GPS.
		GPS	-	-	19/20	100 % des participations d'ici à 2024	95 %	
Limitation des énergies fossiles								
	Nombre d'entreprises financées ne respectant pas les seuils et plan de sortie de la politique sur les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz)	Groupe [GDA, LBP, LBPAM, CNP, BPI, BDT]	1	1	1	0 dès entrée en application de la politique		Tel que relevé dans la politique climat, reste une entreprise non cotée ayant une exposition dépassant les seuils prévus mais ayant annoncé un plan de sortie total du charbon à 2030 (dans le portefeuille de Bpifrance). En 2022, pour respecter sa politique d'exclusion, les gestionnaires d'actifs de la Caisse des Dépôts ont exclu 2 entreprises exposées au charbon thermique et 1 entreprise exposée au secteur du pétrole et gaz qui n'avaient pas annoncé de plan de sortie en ligne avec les engagements du Groupe.
	Part d'exposition au charbon thermique sur l'intégralité des portefeuilles de la gestion d'actifs en valeur bilan (en %)	CDC [GDA]	ND	0,02 %	0,01 %	0 exposition au charbon thermique d'ici 2030 dans les pays l'OCDE, et d'ici 2040 dans le reste du monde		L'indicateur représente les investissements de GDA dans des entreprises impliquées dans le charbon thermique. L'investissement est pondéré par le pourcentage du chiffre d'affaires que le charbon thermique représente dans le chiffre d'affaires total de l'entreprise. à noter un changement méthodologique et de bases de données pour être plus exhaustif, les données 2021 et 2022 ne sont donc pas comparables.
	Part d'exposition aux entreprises actives dans les fossiles sur l'intégralité des portefeuilles de la gestion d'actifs en valeur bilan (en %)	CDC [GDA]	ND	3,23 %	3,59 %	Gel de l'exposition (en % du portefeuille) dans les entreprises qui développent de nouveaux projets d'exploration ou de production de pétrole dès 2022		Cet indicateur ne couvre pas uniquement l'exposition aux producteurs de pétrole et gaz mais l'ensemble de la chaîne de valeur : services de collectivités (utilities), services de réseau, transport et d'équipement liés. Afin de respecter l'esprit de l'article 29 de la loi Energie Climat, GDA considère 100 % du CA d'une entreprise exposée sans pondérer par le poids des seules activités liées aux fossiles, c'est-à-dire sans prendre en compte les autres activités et les activités « vertes ». À noter un changement méthodologique et de bases de données pour être plus exhaustif : Avec l'ancienne méthodologie, la part d'exposition aux entreprises actives dans les fossiles aurait été à 2,58%, en baisse entre 2021 et 2022. Se référer au Rapport investissement responsable, page 128.
	Montants des encours exposés aux énergies fossiles dont la sortie est prévue (en millions d'euros)	BPI LBP			60,48			La Banque Postale a publié en 2021 deux politiques couvrant le secteur du charbon et celui du pétrole et du gaz. Avec ces deux politiques, la banque s'engage pour une sortie totale de ces secteurs d'ici à 2030 (sauf pour les entreprises du secteur du pétrole et du gaz qui disposeraient d'ici 2030 d'un plan de transition scientifiquement validé et prévoyant une sortie de ce secteur d'ici 2040). Bpifrance s'est engagé sur une sortie complète d'ici à 2030.







Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Préservation de la biodiversité et des ressources naturelles    	Montant des financements des projets à impact positif sur la biodiversité et l'économie circulaire (flux en millions d'euros)	CDC [BDT]	302	514*	468	3 Md€ (2020-2024)	43 %	L'offre en faveur de la biodiversité est en déploiement, mais la demande des collectivités qui reste faible
	Nombre d'usagers concernés par les programmes d'eau et d'assainissement financés dans l'année (flux)	BDT SFIL	6 514 836	6 748 753	5 484 219			L'année 2022 a vu une hausse du nombre de programmes financés (288 contre 241 en 2021), mais des programmes de plus petite taille.
	Nombre d'hectares forestiers sous gestion	Groupe [SF]	230 697	225 290	239 550			L'ensemble du patrimoine forestier géré par Société Forestière est couvert par une certification PEFC, dont celui détenu par les gestions d'actifs de la Caisse des Dépôts, la certification FSC visée d'ici à 2023
	Pourcentage de forêts détenues labellisées FSC ou PEFC (en %)	CDC [GDA]	100 %	100 %	100 %	100 % dès 2020	100 %	
	* Nombre de mesures d'empreintes biodiversité réalisées auprès d'entreprises, institutions financières et collectivités locales (en flux)	CDCB	-	33	33			CDC Biodiversité a développé le Global Biodiversité Score, un outil de mesure de l'empreinte biodiversité des entreprises, des institutions financières et bientôt des collectivités. L'indicateur suit les empreintes que CDC Biodiversité a réalisé pour ses clients, ce qui diffère du nombre d'utilisateurs des outils qu'il a développé.
	* <input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'hectares renaturés financés/opérés sur l'année écoulée	CDCB	3 056	3 141	3 236			L'indicateur mesure l'ensemble des prestations dans lesquelles CDC Biodiversité intervient en tant qu'opérateur, y compris le programme Nature 2050, financé par plusieurs entités du Groupe. 2022 est en particulier marqué par le développement important de ce programme.
	Intensité de l'impact biodiversité par chiffre d'affaires des entreprises du portefeuille (en MSA.m²/k€) - Impact terrestre dynamique - Impact terrestre statique	GDA	ND	26	25			Les gestions d'actifs (GDA) ont mesuré l'empreinte biodiversité de leurs portefeuilles actions cotées et obligations d'entreprise en direct représentant 58 % du total de leurs encours, à partir d'une mesure basée sur le score BIA-GBS. Les impacts dynamiques représentent les impacts survenus dans l'année considérée. Les impacts statiques résultent de l'accumulation passée des pertes en biodiversité.
Nombre de secteurs engagés sur les enjeux liés à la biodiversité	CDC [GDA]	-	2	3	2 secteurs / an dès 2021	100 %	GDA s'est donnée pour objectif d'engager chaque année les entreprises de 2 secteurs sur les enjeux liés à la biodiversité. Le périmètre correspond aux entreprises du portefeuille de GDA en gestion discrétionnaire. En 2021, ce sont les entreprises du secteur de la chimie et de l'agroalimentaire. En 2022, les équipes ont engagé des entreprises des secteurs de la distribution et du luxe et ont poursuivi leur engagement sur les deux secteurs précédemment définis. GDA a également sensibilisé d'autres sociétés aux enjeux de la biodiversité, telles que des sociétés du secteur automobile et de la construction.	
Adaptation au changement climatique 	Part des entités du Groupe intégrant l'adaptation au changement climatique dans tout ou partie de leurs activités (en %)	Groupe [CDC-SGG, BDT DI, BDT DP, BPI, GDA, CDC II, CDCB, CDA, CDCH, Icade, LBP, LP, SF, Transdev, STOA]	ND	ND	57%	100 % d'ici à 2025 sur toutes les activités du Groupe	57%	Le plan d'adaptation du Groupe validé en 2022 cible pour la première année les entités qui investissent ou opèrent dans l'immobilier et les infrastructures, et d'ici à 2025 toutes les activités. L'indicateur suit le déploiement de ce plan sur la base d'un scoring des mesures de risques physiques et de l'intégration de l'adaptation dans les portefeuilles et dans les nouvelles acquisitions et les nouveaux développements pour les entités opérationnelles et financières. Enfin, la Banque des Territoires, CDC Biodiversité et Société Forestière proposent des solutions pour accompagner l'adaptation de leurs clients.

Développement et souveraineté économiques

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Développement économique	Risque de non atteinte des missions du Groupe en matière de développement économique inclusif	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entités - Doctrines d'intervention (BPI, BDT) - Charte de financement responsable du Groupe - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement (services, réseaux, accélérateurs...) pour les entreprises, en particulier offres dédiées pour les PME/ TPE (BPI, LBP) - Gammes de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les structures de l'ESS et les associations (BPI, LBP, BDT) - Etudes d'impacts socio-économiques (BDT et BPI en particulier)

Principales cibles et indicateurs de performance



Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
 Développement des entreprises	Montant annuel de la mobilisation en faveur des PME, TPE, ETI (flux en milliards d'euros)	Groupe [BPI - LP - GDA]	27,5 (hors LP)	33,1	39,1			L'indicateur suit le soutien financier aux PME,TPE, ETI et structures de l'Economie sociale et solidaire (ESS) via les multiples canaux déployés (fonds propres, crédits, garanties)., mais hors assurances export et accompagnement non financier.
	*  Nombre de PME, TPE, ETI et structures d'ESS accompagnées (financement, investissement, garanties, accompagnement, partenariat) sur l'année écoulée (flux)	Groupe [BPI - BDT - LP - GDA]	67 021* (hors LP)	85 184* (hors ESS LP)	88 136 (hors ESS LP)			L'année 2022 a été particulièrement dynamique chez Bpifrance (+17% d'entreprises soutenues financièrement par rapport à 2021), qui a, en outre, réalisé plus de 4 000 missions d'accompagnement non financier (conseil et innovation).
	Nombre de PME/ETI/TPE soutenues financièrement (financements, investissements, garanties) dans l'année (flux)	BPI	66 540*	68 014*	79 710			
	Nombre d'entreprises soutenues dans leurs projets d'export (flux)	Groupe [BPI - Sfil]	956	572	547			Un léger retrait en nombre de projets malgré une hausse globale du volume financier sur l'export (assurance crédit, garanties de projet internationaux).
 Économie sociale et solidaire	Montant annuel de la mobilisation en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) (en millions d'euros)	Groupe [BPI - BDT]	609	707	600	300 M€ investi pour BDT (2020-2022)	189 %	Outre la mobilisation financière de la Banque des Territoires et de Bpifrance comptabilisés dans cet indicateur, le Groupe soutient le secteur de l'ESS également via les financements de La Banque Postale et via les achats de ses entités auprès d'acteurs du secteur.
	Nombre d'associations et structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) accompagnées (flux)	BPI - BDT	330	1 026	819			

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Industrie et innovation  	Montant annuel des investissements, financements et garanties dans l'innovation (en milliards d'euros)	BPI	3,0	8,0	6,6	2,2Md€ /an d'ici à 2024	NA	Une année 2022 soutenue pour l'innovation sous l'effet notamment du déploiement de France 2030 et du Plan DeepTech. A noter une évolution méthodologique par rapport à la fixation de la cible.
	Montant annuel des investissements, financements et garanties dans le secteur industriel (French fab) (en milliards d'euros)	BPI	8,2	8,4	7,3	8 Md €/an d'ici à 2024	NA	Une année 2022 soutenue, avec en particulier le lancement du plan start-up et PME industrielles qui ambitionne de créer 100 nouveaux sites industriels par an d'ici à 2025. A noter une évolution méthodologique entre 2021 et 2022, à périmètre comparable le suivi montrerait une croissance.
	Nombre de projets industriels territoriaux soutenus dans l'année (flux)	BDT	56	73	69	520 (2020-2025)	38 %	Cet indicateur inclut en particulier le programme Territoires d'industrie, lancé par l'Etat fin 2018.
Programmes territoriaux et foncières   	* Nombre de projets de programmes territoriaux accompagnés (ACV, PVD, Territoire d'industrie, Territoire d'innovation-Ville durable)		ND	1 706	2 041			La Banque des Territoires intervient aux côtés de l'État pour opérer de grands programmes publics aux forts impacts territoriaux. Le déploiement de ces programmes procède de plusieurs phases, dont une phase amont où la BDT engage des crédits d'ingénierie pour l'étude et la conception, et une phase de réalisation des projets.
	-dont Action Cœur de ville (ACV)	BDT	798	735	410			
	-dont Petite Ville de demain (PVD)		ND	879	1533			
	-dont Territoires d'industrie et Territoires d'innovation		ND	53	59			
	Nombre de projets Action Cœur de ville (ACV) soutenus depuis le début du programme	BDT	2 181	2 916	3 326	5 000 d'ici à 2025	67 %	Le programme ACV vise à redynamiser les centres-villes. L'année 2022 est marquée par le passage à la phase de réalisation des projets, expliquant le ralentissement du nombre de projets soutenus.
	Nombre de structurations de foncières territoriales accompagnées (stock)	BDT	44	71	86	100 d'ici à 2025	86 %	En 2022, les 15 structurations de foncières réalisées ont permis de soutenir 322 commerces.
Numérique 	Nombre de locaux Fiber To The Home (FTTH) raccordables (stock en millions)	BDT	4,0	6,9	9,2	12 millions d'ici à 2025	77 %	Des grandes opérations permettant un déploiement en particulier pour améliorer la couverture dans les Réseaux d'Initiatives Publiques (RIP).
	Nombre de clients actifs Digiposte et Identité Numérique créés (stock)	LP	4 627 979	6 547 642	9 631 154			La Poste a développé un écosystème d'infrastructures de confiance numérique, avec notamment l'Identité numérique La Poste et le coffre-fort numérique Digiposte. Le nombre de clients de ses nouveaux services est en augmentation continue depuis 2020.

Cohésion territoriale et habitat

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Cohésion territoriale	<ul style="list-style-type: none"> - Défaut d'intervention sur tous les territoires, en particulier les plus fragiles - Risque de non atteinte des missions du Groupe en matière de cohésion territoriale et habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité - Doctrines d'intervention (BPI, BDT) - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les collectivités et plus globalement le secteur public local (prêts BDT, dispositif SFIL/LBP...) - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les bailleurs sociaux (BDT, LBP) - Maillage territorial pour l'accès au service public et l'accès aux services postaux (espaces france service, points d'accès physiques aux services postaux) - Programmes territoriaux pour les territoires les plus fragiles (BDT)

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Habitat  	Montant annuel des financements en faveur du logement social, du logement intermédiaire et de l'habitat spécifique (en milliards d'euros)	Groupe [BDT - CDCH - LBP] dont BDT	12,3	19,1	16,7	1 ^{er} financeur du logement social		L'année 2022 est marquée par une légère contraction dans la mobilisation, les financements étant tributaires des dossiers lancés par les bailleurs sociaux dans un contexte d'inflation.
			10,7	11,4	11,4			
	Nombre de logements financés, construits ou acquis dans l'année (flux) :		86 738	93 539	91 389			L'année 2022 est marquée par une contraction du nombre des projets de construction financés due au contexte de financement du marché. Le niveau de construction de logements intermédiaires se maintient en particulier grâce à l'attractivité de l'offre de prêts PLI.
	- dont logements sociaux et très sociaux	BDT CDCH	83 388	88 078	85 598	500 000 (2020-2024)	51 %	
	- dont logements intermédiaires		3 581	5 461	5 791	30 000 (2020-2024)	49 %	
	☑ Nombre de personnes logées dans les logements sociaux financés (construits ou acquis) (en flux)	BDT	-	166 888	157 926			La Banque des Territoires a financé la construction de 70 714 logements sociaux en 2022, contre 74 064 en 2021. Le nombre de personnes logées est déduit à partir de la taille moyenne d'un foyer et du taux d'occupation des logements sociaux.
	Nombre de réhabilitations de logements sociaux financés dans l'année (en flux)	BDT CDCH	88 250	94 998	86 141			L'année 2022 est marquée par une légère contraction du nombre de réhabilitations due au contexte de financement de marché.
	Nombre de logements gérés :		525 000	531 845	544 556			Poursuite de l'accroissement du patrimoine géré par CDC Habitat qui couvre l'intégralité de l'offre résidentielle : logement social pour les ménages aux ressources modestes, logement intermédiaire pour les ménages issus des classes moyennes, logement en accession libre ou sociale à la propriété, logement pour public spécifique (studios meublés pour les étudiants et jeunes actifs, résidences intergénérationnelles ou établissements pour les seniors...).
- dont logements sociaux		349 152	351 265	354 290	1 ^{er} bailleur social de France			
- dont hébergements d'urgence	CDCH	16 190	15 784	16 770				
- dont logements étudiants et jeunes travailleurs gérés		23 439	25 955	27 094				


Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires																																																						
Secteur public local	* Montant annuel des financements au secteur public local en France (en milliards d'euros)	Groupe [BDT - LP - Sfil]	6,7 (hors LP)	14,3	16,0	1 ^{er} financeur du secteur public local		La mobilisation du Groupe auprès du secteur public local est en hausse de plus de 12 % par rapport à 2021, poussée par le Groupe La Poste et SFIL, et pour la Banque des Territoires par une nouvelle ligne de financement à la Société du Grand Paris.																																																						
		dont BDT	1,1	1,0	2,2				Politique de la ville	Montant annuel de financements en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) (en millions d'euros)	BDT	872	1090	1399			La mobilisation dans les QPV est en nette augmentation du fait de l'accélération du rythme des projets de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.	Nombre de dispositifs CitésLab dans le cadre du programme Entrepreneuriat pour tous	BPI	ND	148	153			Bpifrance a continué le déploiement de son programme de soutien à l'Entrepreneuriat Pour Tous en direction des QPV, avec le soutien de la CDC et de l'Etat : au-delà des 153 CitésLabs et volontaires et des 9 Bus de l'Entrepreneuriat, 2022 a vu le développement des Accélérateurs Entrepreneuriat pour Tous.	Services publics	* Nombre de points d'accès physiques à des services de proximité en France (stock)	LP	-	34 653	35 768	40 000 d'ici à 2025		Un nombre de points d'accès physiques en hausse, comprenant 17 300 points de contact (bureaux de poste ou partenariats) et 18 300 autres points d'accès (espaces pros, réseau pickup).	Nombre d'Espaces France Services animés par le Groupe (stock)	BDT	856	1 745	2 538	2 500 d'ici à 2024	102 %	En 2022, les espaces France service animés ont cumulé près de 2,6 millions de visites, en hausse, en lien notamment avec le déploiement des conseiller numériques.	Pourcentage de Français se situant à moins de 5 km ou 20 mn en voiture d'un point de contact (en %)	LP	97 %	97 %	97,02 %	> 95 % à partir de 2020	102 %	Respect de la mission de service public imposant une part minimale de 90%.	Transport	* Nombre de passagers transportés annuellement sur les réseaux et véhicules opérés en France (en millions)	Transdev	4,1	4,2	3,8			Une baisse s'expliquant par la perte de réseaux dont Grenoble et Montpellier.	Nombre de villes où est assurée une livraison 100% à zéro ou faibles émissions en France et en Europe (stock)	LP	-
Politique de la ville	Montant annuel de financements en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) (en millions d'euros)	BDT	872	1090	1399			La mobilisation dans les QPV est en nette augmentation du fait de l'accélération du rythme des projets de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.																																																						
	Nombre de dispositifs CitésLab dans le cadre du programme Entrepreneuriat pour tous	BPI	ND	148	153			Bpifrance a continué le déploiement de son programme de soutien à l'Entrepreneuriat Pour Tous en direction des QPV, avec le soutien de la CDC et de l'Etat : au-delà des 153 CitésLabs et volontaires et des 9 Bus de l'Entrepreneuriat, 2022 a vu le développement des Accélérateurs Entrepreneuriat pour Tous.																																																						
Services publics	* Nombre de points d'accès physiques à des services de proximité en France (stock)	LP	-	34 653	35 768	40 000 d'ici à 2025		Un nombre de points d'accès physiques en hausse, comprenant 17 300 points de contact (bureaux de poste ou partenariats) et 18 300 autres points d'accès (espaces pros, réseau pickup).																																																						
	Nombre d'Espaces France Services animés par le Groupe (stock)	BDT	856	1 745	2 538	2 500 d'ici à 2024	102 %	En 2022, les espaces France service animés ont cumulé près de 2,6 millions de visites, en hausse, en lien notamment avec le déploiement des conseiller numériques.																																																						
	Pourcentage de Français se situant à moins de 5 km ou 20 mn en voiture d'un point de contact (en %)	LP	97 %	97 %	97,02 %	> 95 % à partir de 2020	102 %	Respect de la mission de service public imposant une part minimale de 90%.																																																						
Transport	* Nombre de passagers transportés annuellement sur les réseaux et véhicules opérés en France (en millions)	Transdev	4,1	4,2	3,8			Une baisse s'expliquant par la perte de réseaux dont Grenoble et Montpellier.																																																						
	Nombre de villes où est assurée une livraison 100% à zéro ou faibles émissions en France et en Europe (stock)	LP	-	51	91	225 dont 22 métropoles d'ici à 2025	63 %	Les objectifs pourront être atteints grâce à 15 000 véhicules de livraison à faibles émissions, 6 700 points de recharge et 250 dépôts urbains dans les villes ciblées.																																																						

Cohésion sociale

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Cohésion sociale	Manque de protection des personnes vulnérables, non mise à disposition de services, solutions ou financement participant au renforcement de la cohésion sociale et à la réduction des inégalités sociales, remettant en cause la réussite projets et l'atteinte de la mission du Groupe.	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entités - Doctrines d'intervention (BDT, BPI) - Conventions d'objectifs des mandats pour moderniser les politiques sociales (BDT, DPS) - Gammes d'offres et services à forte contribution sociale - Investissement dans le secteur medico-social

Principales cibles et indicateurs de performance




Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Formation professionnelle	 * Nombre de profils activés sur Mon Compte Formation (MCF) depuis le démarrage de la plateforme	DPS	-	10 500 000	12 300 000			Le nombre de profils activés est en augmentation depuis le démarrage de la plateforme en novembre 2019, mais devrait se stabiliser dans les années à venir.
	 Nombre d'utilisateurs du portail Mon Compte Formation (en millions) (flux)	DPS	7,2	7,5	3,1			Les mesures de régulation en vue de rendre l'offre plus qualitative et la mise en place de l'identité numérique pour sécuriser la plateforme ont, de fait, limité le nombre d'utilisateurs. Le plafond de fréquentation a été atteint en 2021 suite au lancement du dispositif, les nouveaux utilisateurs (encore jamais venus sur la plateforme depuis son lancement) sont donc de moins en moins nombreux.
	 * Nombre de formations financées sur l'année écoulée (flux en millions)	DPS	1,0	2,1	1,8	3 millions (2020-2022)	163 %	Cet indicateur suit le nombre de formations validées hors annulations, dans le cadre du dispositif Mon Compte Formation ainsi que des dispositifs qui l'ont précédé. Les mesures de régulation et la mise en place de l'identité numérique pour sécuriser la plateforme ont, de fait, limité le volume des formations financées.
	Part de demandeurs d'emploi dans les formations réalisées grâce à Mon compte formation (en %)	DPS		33	29			Cet indicateur est comptabilisé à partir des achats de formations réalisés via Mon Compte Formation. 35 % des personnes en recherche d'emploi à l'inscription, sont en emploi 8 à 9 mois après leur formation selon une enquête Enquête France Compétences / DARES 2022.
Santé et Vieillesse	 * Montant annuel mobilisé dans le secteur de la santé et du vieillissement (financement et investissement) (en milliards d'euros)	BDT – Sfil – LBP – Icade	2,4	2,7	2,4	16 Md€ (2021-2025)	30 %	Cet indicateur suit le montant des financements auprès des hôpitaux et des opérateurs de la santé (cliniques, centres de soin,...).
		Groupe [BDT – Sfil – LBP – Icade - BPI]	3,8	5,1	4,7			Cet indicateur inclut également le financement des entreprises du secteur de la santé.
	Nombre de places dans les établissements pour personnes âgées (RSS, EHPAD, EHPA) financés (construits ou acquis) Monde (flux)	Groupe [BDT - Icade - GPS]	8 300	11 316	8 700	50 000 (2021-2025)	17 %	Une baisse de l'activité 2021 sur toutes les entités après une année 2021 exceptionnelle. A noter que CDC Habitat n'est plus comptabilisé à partir de 2022. La donnée 2021 sans cdc habitat est de 11 110.
	Nombre de lits dans les maisons de santé, cliniques, hôpitaux et centres de soins financés (construits ou acquis) Monde (flux)	Groupe [BDT - Icade - LP - Sfil]	10 114	69 232	75 711			Une hausse portée par l'activité de la SFIL finançant des établissements de santé plus grands et comportant plus de lits qu'en 2021






Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Handicap 	Nombre d'employeurs publics ayant demandé des aides au handicap à la Caisse des Dépôts (en flux)	DPS	11 581	12 206	12 155			Le FIPHFP est un fonds dont la seule ressource est la contribution versée par les employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés. L'offre de service sur la plateforme, à destination notamment des petits employeurs, permet d'avoir une dynamique importante sur la demande d'aides au handicap.
	Nombre de visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap (en flux)	DPS	150 000	964 691	2 430 000			Un développement important de la plateforme qui a été créée en mai 2020.
Retraites 	Nombre de retraités dont la retraite est gérée par la CDC (en millions)	DPS	4,3	4,2	4,3			Gestionnaire des retraites publiques, la CDC gère la retraite d'1 retraité sur 5.
	* Ratio du nombre de retraités recevant une pension versée par la CDC sur l'année écoulée	DPS	-	-	20%			
	Nombre d'utilisateurs des portails employeurs et affiliés (en millions) (en flux)	DPS	2,5	2,8	2,9	4,4 millions d'ici à 2025	66 %	Cet indicateur suit le nombre de comptes inscrits et actifs sur les portails employeurs et affiliés : PEPs et Ma Retraite Publique (MAREP)
Avoirs de confiance	Encours des consignations et dépôts spécialisés collectés dont Ciclade (en millions d'euros)	BDT	670	696	632			Cet indicateur englobe le dispositif Ciclade, pour les avoir en déshérence issus de comptes bancaires, de comptes d'épargne salariale et de contrats d'assurance-vie, inactifs et transférés à la Caisse des Dépôts, et les consignations.
	Montant des restitutions des consignations et dépôts spécialisés aux bénéficiaires et à l'Etat (en millions d'euros)	BDT	1383	1214	1054			Cet indicateur englobe la restitution des montants en déshérence (Ciclade) et le paiement des consignations aux bénéficiaires ainsi que la déchéance de ces deux dispositifs au profit de l'État pour les montants n'ayant pas fait l'objet de restitution passée la date limite.
	Nombre d'enfants protégés par les consignations	BDT	157 277	168 177	173 000			La Caisse des Dépôts gère les revenus consignés issus de la rémunération d'une prestation (enfants du spectacle) ou l'allocation de rentrée scolaire pour les enfants placés.
Inclusion financière et numérique  	* Nombre de personnes accompagnées dans leur usage du numérique sur l'année écoulée (en flux)	LP	250 000*	236 085*	473 763	1 million par an à horizon 2025	47 %	Une forte hausse en 2022 liées à la démultiplication des canaux d'intervention, notamment des conseillers numériques.
		BDT	-	70 265*	805 354			
	Nombre de bénéficiaires de la mission de service public d'accessibilité bancaire (en millions)	LP	1,5	1,40	1,38	100% personnes exclues de la bancarisation « traditionnelle » ou en situation de fragilité financière ayant eu la possibilité d'un accès universel et non discriminant à des services bancaires adaptés et simples	100 %	Conformément à sa mission de service public d'accessibilité bancaire, la Banque Postale permet à toute personne qui en fait la demande de domicilier ses prestations sociales, de bénéficiaire de chèques de banque et de réaliser des retraits d'espèces au travers du livret A.
	Nombre de clients fragiles bénéficiant de services bancaires adaptés et d'un accompagnement (en millions)	LP	1,6	1,60	1,67			Outre sa mission d'accessibilité bancaire, la Banque Postale accueille des clients bancarisés mais reconnus comme financièrement fragiles.

Finance responsable

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Gestion des filiales et des participations	Suivi insuffisant des risques financiers et extra-financiers auxquels sont exposés les filiales et participations stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques transversales Groupe, dont politique climat, politique biodiversité, charte Finance responsable, plans d'actions ODD ou encore politique anti-corruption - Lettres d'orientations annuelles aux entités intégrant des critères ESG - Dialogue et implication d'administrateurs CDC dans la gouvernance incluant les sujets ESG
Intégration ESG	Manque de prise en compte des critères ESG dans les décisions d'investissements et d'octroi de prêts, et dans le choix des clients, susceptible d'avoir un impact financier et extra financier négatif et d'exposer à des risques de controverses.	<ul style="list-style-type: none"> - Charte Finance responsable Groupe et ses politiques thématiques - Liste d'exclusions - Politique climat et politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole & gaz, immobilier, transport) - Politique biodiversité du Groupe - Doctrine d'intervention intégrant des objectifs de contributions sociétales (BPI, BDT) - Analyse ESG systématique pour les comités d'investissement du Groupe (à l'aide de la grille de cotation ad hoc) - Comité trimestrielle des controverses des entreprises cotées (GDA) - Intégration de critères RSE dans l'intéressement de l'Etablissement public - Formation des collaborateurs aux enjeux DD (module ODD déployé en 2022 pour la CDC)
Engagement actionnarial	Manque d'engagement des entreprises sur des sujets pouvant conduire à des risques réglementaires, financiers ou de réputation	<ul style="list-style-type: none"> - Charte finance responsable Groupe et ses politiques thématiques notamment politique de vote et gouvernance des entreprises cotées - Comité trimestrielle des controverses des entreprises cotées (GDA) - Enquêtes ESG annuelles envoyées aux sociétés de gestion (BPI, GDA)

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Gestion des filiales et des participations 	Taux de participation des représentants de la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration des filiales et participations stratégiques cotées et non cotées dans l'année (en %)	GPS	90 %	89 %	85%	Maintenir un taux élevé		L'indicateur est calculé par la moyenne du taux de présence des administrateurs CDC à chacun des conseils d'administration de l'année pour chaque entité. A noter qu'un taux de présence différent de 100 % ne veut pas dire que la CDC n'est pas représentée : lorsqu'ils sont absents, les administrateurs se font en effet systématiquement représenter par un autre administrateur CDC présent.
Engagement actionnarial 	<input checked="" type="checkbox"/> Part des encours ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG	GDA	-	-	58 %	Engagement systématique des entreprises sur les enjeux ESG		L'indicateur est calculé en encours pour les entreprises ayant fait l'objet d'un engagement pour les portefeuilles actions cotées directes et indirectes et obligations d'entreprises
	Nombre d'entretiens directs sur les enjeux ESG - dont sur les enjeux climat - dont sur les enjeux biodiversité - dont sur les enjeux sociaux et éthique des affaires	GDA	ND	152	159			Pour les portefeuilles actions et obligations d'entreprises en gestion discrétionnaire. En 2022, les gestionnaires d'actifs ont réalisé 159 entretiens directs correspondant à 100 sociétés, soit un tous les deux jours ouvrés.




Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	% d'atteinte de la cible	Commentaires
Analyse ESG systématique 	 Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision et suivi) (en %)	Groupe [GDA - DI - GPS - STOA - SF - CDCCROIS - Trésor]	-	-	98,19 %	100%	98,19 %	La traçabilité apportée au reporting évoluant d'année en année, la donnée affichée en 2022 est maintenant à 2 chiffres après la virgule. La donnée 2022 n'intègre pas GPS dans le calcul.
Intégration dans les fonds	Total des encours des fonds sous article 8 et article 9 du règlement (UE) 2010/2088 pour les sociétés de gestion (en millions d'euros)	Groupe [BPI - CDCCROIS - SF]	N/A	N/A	5492			L'indicateur suit les fonds faisant la promotion de caractéristiques sociales ou environnementales et les fonds affichant un objectif d'investissement durable.
Exclusion - FOCUS armes non conventionnelles 	Montant des investissements et financements dans les armes non conventionnelles (en millions d'euros)	Groupe [GDA - CDCCROIS - LBP - LBPAM - SFIL - CNP - BPI - DI - DP - GPS]	N/A	0	0			Conformément à la charte de finance responsable du Groupe.
Formation et sensibilisation à la RSE et aux ODD 	Part des entités ayant déployé un dispositif de sensibilisation aux ODD/à la RSE (en %)	Groupe [CDC B - BPI - CDA - CDC H - Icade - ICDC - SCET - SF - Transdev - DRH - LP - SFIL]	38 %	79 %	83 %	100% d'ici à fin 2022	83 %	Sont comptabilisées dans cet indicateur les entités du Groupe ayant mis en place un dispositif de sensibilisation / formation transversale sur les sujets RSE / ODD ciblant <i>a minima</i> l'ensemble des collaborateurs de la filiale de premier rang.
	Part des collaborateurs formés aux enjeux ESG au sein des entités financières (en %)	CDC [GDA - GPS - BDT DI]	-	-	95%			La plupart des entités du Groupe mènent des actions de sensibilisation et/ou de formation aux enjeux du développement durable. Il peut s'agir de formations spécifiques aux métiers ou de dispositifs transversaux à travers l'organisation de manifestations et de campagnes de communication multisupport. La valeur 2022 est calculé en pourcentage pondéré par rapport au nombre de collaborateur de chaque filiale.
	Part des entités intégrant des objectifs DD/RSE individuels et/ou collectifs dans la rémunération (en %)	Groupe [CDC - SFIL - CDCB - BPI - CDA - CDCH - Icade - ICDC - SCET - SF - Transdev - LP]	ND	9/14				En 2022, les modalités de suivi de cet indicateur ont été modifiées afin d'avoir une vision plus fine et distinguer notamment ce qui est prévu pour l'ensemble des collaborateurs de ce qui concerne plus spécifiquement les dirigeants.
	- dans la rémunération individuelle des collaborateurs		-	ND	5/12			
	- dans la rémunération des dirigeants		-	ND	7/12			
	- dans le calcul de l'intéressement		-	ND	2/12			





Employeur responsable

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Capital humain	Défaillances dans le développement du capital humain, difficultés à attirer ou retenir les talents.	Politiques et dispositifs gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dont mobilité et formation des collaborateurs - Dispositifs de formations et d'accompagnement des managers, dispositifs de formation des collaborateurs - Déclaration Groupe Employeur responsable
Diversité et égalité des chances	Discrimination à l'emploi et manque de diversité des profils, traitement inégal des collaborateurs.	- Accords Groupe relatifs à l'égalité professionnelle femme/homme (F/H) - Politiques globales de diversité et d'égalité des chances dont politique relative au handicap et politique intergénérationnelle (CDC) - Réseau Groupe de promotion de la mixité et de la diversité (Alter'égales) - Réseau référents Harcèlement mis en place au niveau du Groupe et dispositif de remontée d'alertes RH - Déclaration Groupe Employeur responsable
Qualité de vie au travail et dialogue social	Conditions de travail menaçant l'intégrité physique et morale des collaborateurs, augmentation de la fréquence et de la gravité des accidents du travail, des risques psycho-sociaux et des maladies professionnelles, augmentation de l'absentéisme Mauvaise qualité de dialogue social, dysfonctionnement des instances représentatives en place, détérioration du climat interne de l'entreprise.	- Politiques et accords relatifs à la Qualité de vie au travail des entités, dont accord relatif à la QVT de la CDC - Enquêtes de climat social menées dans les différentes entités - Déclaration Groupe employeur responsable - Politiques en matière de santé et sécurité au travail des entités

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Effectifs	Nombre de collaborateurs	CDC	6 883	7 033	7 171		Les effectifs du Groupe La Poste sont consolidés à partir de 2021. Ils représentent 68 % des effectifs du Groupe. Hors effectifs du groupe La Poste, les effectifs du Groupe ont diminué de 5 % entre 2021 et 2022, ce qui s'explique principalement par la sortie d'Egis du périmètre du Groupe. 68 % des effectifs du Groupe sont en France.
		Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE -SCET - ICDC - CDCH - SFIL - Transdev - LP - SF - CDC B]	120 776	365 468	352 556		
Capital humain	<input checked="" type="checkbox"/> Taux de turnover (en %)	CDC et entités rattachées	5 %	5 %	7 %		Le turnover est calculé comme suit: sommes des départs CDI et CDD (hors fins de CDD et pertes de marchés) / effectif moyen mensuel CDI. Sont comptabilisés dans les départs : démissions, licenciements économiques ou autre, ruptures conventionnelles individuelles et collectives, départs en retraite ou préretraite, décès.
		Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE -ICDC - CDCH - Transdev]	18 %	20 %	24 %		


Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Capital humain 		CDC	2,7 %	4 %	3,2 %		Pourcentage calculé sur un périmètre France à partir de la moyenne des fourchettes basses de chaque entité consolidée. Les obligations légales de formation diffèrent d'une entité à l'autre, et la donnée Groupe est une moyenne des valeurs remontées par les entités contributrices. Parmi ces dernières, le pourcentage varie de 0,4 à 6 %.
	<input checked="" type="checkbox"/> Part de la masse salariale consacrée à la formation (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev]	2,4 %	2,9 %	2,8 %		
	Taux d'accès des collaborateurs à la formation (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev]	89 %	99,8 %	99,2 %		
		Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev]	60 %	75,5 %	88,4 %		Le taux d'accès à la formation est calculé comme suit: nombre de salariés ayant bénéficié d'au moins une action de formation / effectif moyen mensuel CDI-CDD.
Dialogue social 	Nombre d'accords signés dans l'année : - dont thème rémunération - dont thème conditions de travail	Groupe [CDC - SF - Scet - Novéthic - Sfil - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI]	1 210	1 229	1 521		Le nombre d'accords est établi à l'échelle du Groupe sur périmètre monde. Il n'intègre pas le Groupe La Poste qui n'est pas inclus dans le bilan social et dispose de ses propres instances de représentation.
		Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev - CDCB - SCET - Sfil - SF - LP]	-	-	244 167		
	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de collaborateurs concernés par un dispositif d'intéressement						
Diversité et égalité des chances 	<input checked="" type="checkbox"/> Taux d'emploi direct de travailleurs en situation de handicap (en %)	CDC	5,7 %	5,8 %	6,2 %	> 6 %	Les années 2020 et 2021 avaient vu un recul des recrutements de personnes en situation de handicap dans le contexte de la crise Covid-19 – les entretiens à distance n'étant pas compatibles avec certains types de handicap – face à une hausse de l'effectif total rémunéré. En 2022, l'indicateur est reparti à la hausse, grâce à une politique engagée en faveur des personnes en situation de handicap, politique qui s'inscrit dans un accord triennal (2021-2023) dédié.
	Part de femmes (en %) : - dans les recrutements	Groupe [CDC - SF - Scet - Novéthic - Sfil - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI]	38 %	38 %	39 %		Consciente des enjeux de l'égalité femmes / hommes en entreprise, la Caisse des Dépôts a signé, en 2007 avec ses partenaires sociaux, son premier accord sur le sujet. Cet accord a permis de déterminer les grandes priorités, complétées ensuite par des plans de progrès triennaux. Les recrutements et les promotions sont un des leviers de l'engagement du Groupe en matière de d'égalité professionnelle femmes - hommes. Une attention particulière est portée à la mixité des emplois, avec une analyse par filières, et aux rémunérations et promotions avec des dispositifs d'évaluation des écarts de salaire femmes - hommes incluant des enveloppes budgétaires pour d'éventuels rattrapages dans de nombreuses entités du Groupe.
	- dans les effectifs	Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDC H - CDA - Icade - ICDC - SCET - Sfil - SF - Transdev]	38 %	39 %	40 %		
- <input checked="" type="checkbox"/> dans les comités exécutifs (ou assimilés)	Groupe [CDC - SF - Scet - Novéthic - Sfil - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI]	32 %	32 %	43 %	Parité des comités exécutifs		
	Part des classes d'âge dans les recrutements (en %) : - moins de 30 ans - plus de 55 ans	Groupe [CDC - BPI - CDA - Icade - ICDC - CDCH - Transdev - Scet - Novéthic - Sfil]	40 %	40 %	39 %		Données calculées sur la France. Le groupe La Poste (périmètre monde) affiche en outre au sein de ses effectifs, 23,4 % de moins de 25 ans et 7,2 % de plus de 50 ans.






Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Diversité et égalité des chances  	* Index égalité femmes/hommes Part des collaborateurs couverts par des accords ou des plans d'actions formalisés couvrant les sujets de diversité '(en %)	CDC	92 %	92 %	92 %	95 % d'ici à 2023	L'index est calculé de manière volontaire par la Caisse des Dépôts pour l'ensemble du personnel, fonctionnaires et salariés. Le score obtenu cette année, stable par rapport à l'an passé, confirme à
		Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - Transdev]	91 %	91 %	91,5 %		L'indicateur est calculé à partir de la moyenne des index réglementaires des entités du Groupe (périmètre France).
		Groupe [CDC - BPI - Sfil - Transdev - LP - CDCH - ICDC - SCET - Icade - CDA - SF - CDCB]	ND	96 %	95 %	100 % d'ici à fin 2022	Pourcentage calculé sur les effectifs monde.
Santé-sécurité, qualité de vie au travail  	Taux d'absentéisme pour maladie (en %) (périmètre Monde) Part des effectifs rattachés à une entité ayant mené une enquête de satisfaction des collaborateurs pendant l'exercice (en %)	CDC	2,8 %	2,8 %	2,7 %		Les enjeux en matière de santé et de sécurité au travail varient en fonction des métiers et des secteurs d'activité des entités du Groupe, illustrant la pluralité de leurs activités et leur exposition inégale à l'international. Le taux d'absentéisme varie ainsi entre les différentes entités de 1,9% à 7,7 %.
		Groupe [CDC et entités rattachées- BPI - CDA - ICADE -ICDC - CDCH - Transdev]	6,2 %	5,6 %	6,2 %		
		Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - SF - Transdev]	-	88 %	99 %		Au sein de l'Etablissement public, en particulier 2 enquêtes climat social ont été menées en 2022 affichant respectivement 60%et 50,1 % de participation. Les résultats de ces enquêtes ont été partagés sur l'intranet avec l'ensemble des collaborateurs.
	Part des collaborateurs couverts par des plans d'actions ou dispositifs formalisés en matière de prévention santé et sécurité au travail (périmètre Monde) (en %)	Groupe [CDC - BPI - Sfil - Transdev - LP - CDCH - ICDC - SCET - Icade - CDA - SF - CDCB]	-	95 %	97 %	100 % d'ici fin 2022	Les enjeux en matière de santé et de sécurité au travail varient en fonction des métiers et des secteurs d'activité des entités du Groupe, illustrant la pluralité de leurs activités et leur exposition inégale à l'international. Il s'agit d'un sujet prioritaire en particulier pour Transdev (dont le système de management de la sécurité est conforme à la norme ISO45001) et la Compagnie des Alpes qui a lancé en 2021 une démarche "Ambition zéro accident".

Éthique et conformité

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Ethique des affaires	Pratiques non éthiques (corruption, ententes illicites, conflits d'intérêt...) et/ou manque de déontologie (fraude, blanchiment de capitaux et/ou de financement du terrorisme, transparence fiscale, respect de la libre concurrence, transparence des activités de lobbying, ...) de la part des collaborateurs et/ou dirigeants du Groupe.	<ul style="list-style-type: none"> - Charte de déontologie du Groupe, et déclinaisons associées des entités - Politiques Groupe : prévention et gestion des conflits d'intérêt, lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) - Dispositifs d'alertes professionnelles - Modules associés de formation des collaborateurs - Dispositif de contrôle et d'audit interne du Groupe
Satisfaction des parties prenantes	Non réponse aux attentes des parties prenantes pouvant conduire à des réclamations, des litiges, des atteintes réputationnelles.	<ul style="list-style-type: none"> - Relations institutionnelles et politique partenariale - Médiatrice du Groupe et charte de la médiation - Comités des parties prenantes, dont le comité du Groupe présidé par le directeur général - Politique durable
Qualité de l'offre et satisfaction clients	Incapacité à satisfaire les clients et/ou à jouer le rôle de tiers de confiance, non-respect des engagements pris auprès des clients et/ou bénéficiaires finaux.	<ul style="list-style-type: none"> - Médiatrice du Groupe et charte de la médiation - Dispositif déontologique Groupe incluant la loyauté en matière de relation clients - Dispositifs de gestion de la relation clients et enquêtes de la satisfaction des entités - Enquêtes de satisfaction client des entités
Sécurité des données et protection de la vie privée	Perte d'intégrité des systèmes d'information, défaillances dans les systèmes opérationnels, fuite de données à caractère confidentiel ou personnel.	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe et dispositifs associé (tests d'intrusion, audits, contrôle, formation des collaborateurs, ...) - Réseau RGPD du Groupe - Politiques RGPD de chacune des entités, et dispositif associés

Principales cibles et indicateurs de performance


Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Ethique des affaires		CDC	32	25	58		
	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée	Groupe [CDC - BPI - CDA - CDC H - CDC B - Icade - Sfil - SCET - SF - Transdev - LP]	208	287	231	100 % des entités avec dispositifs formalisés et 100 % des alertes traitées	100 % des entités disposent d'un dispositif d'alerte éthique, qui se complète par des canaux dédiés de remontée des alertes en matière RH notamment. Ces dernières représentent d'ailleurs 70 % des alertes remontées en 2022 contre moins de 10 % sur des sujets liés à la loyauté des pratiques. Le groupe La Poste - qui représente 45 % des alertes remontées en 2022 - est consolidé à partir de 2021.
	Part des entités ayant déployé un dispositif de formation/sensibilisation des collaborateurs (en %) :						
	- sur les sujets LCB-FT	Groupe [BPI - CDC - CDA - CDC H - CDC B - LP - Icade - ICDC - Sfil - SCET - SF - Transdev]	77 %	79 %	75 %	100 % dès que possible	Des actions de formation et de sensibilisation sont organisées en particulier – mais pas exclusivement – par les entités concernées par la loi Sapin II ou soumises à la réglementation LCB-FT. Toutes les entités ne reconduisent pas forcément leurs formations tous les ans - certaines s'inscrivent dans des cycles de 2 ou 3 ans - ce qui explique la baisse constatée sur 2022.
	- sur les sujets de corruption		69 %	79 %	67 %		






Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Ethique des affaires 	Part des collaborateurs formés sur les sujets LCB-FT	CDC	-	37 %	13,6 %	100 % des nouveaux arrivants formés	Ces formations ne sont pas obligatoires tous les ans et ciblent prioritairement les nouveaux arrivants. Après un effet rattrapage ces dernières années, ce sont principalement les nouveaux arrivants qui sont ciblés. Le ratio présenté ci-contre est néanmoins calculé sur les effectifs totaux au 31/12.
	Part des collaborateurs formés sur les sujets anticorruption dans l'année	CDC	-	75 %	18 %	100 % des nouveaux arrivants formés	
Satisfaction des parties prenantes  	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de litiges et contentieux contre l'entité concernant ses impacts extra financiers (sur l'environnement, sur la société, sur les droits de l'Homme, les sujets ressources humaines ou des pratiques de corruption)	CDC	1	1	23	< 5 (hors sujet RH)	Concerne tous contentieux juridiques directement déposés contre l'Établissement public dont la direction juridique du Groupe aurait connaissance, soit a minima tout contentieux dont l'enjeu est supérieur à 10 millions d'euros ou, s'il est inférieur, significatif pour l'entité concernée en termes de montant ou d'image. En 2022, le suivi de ces litiges et contentieux a été élargi aux sujets RH (qui représentent 22 des 23 litiges remontés.
	Montants des amendes versées pour non respect de la réglementation sur des sujets environnementaux, sociaux ou de gouvernance (en euros)	Groupe [CDC - CDCB - CDCH - ICDC - BPI - Icade - CDA - SCET - Sfil - SF - Transdev - LP]	0	0	10 000 €	0	L'amende de 10 000 euros reportée en 2022 fait suite à la condamnation de la Société Forestière en première instance en raison de la destruction non autorisée de l'habitat d'une espèce animale protégée non domestique dans un massif à Nogent où des travaux ont été réalisés au nom et pour le compte de la Société Forestière par des entreprises de travaux. La Société Forestière a fait appel de cette décision.
Qualité de l'offre et satisfaction clients 	<input checked="" type="checkbox"/> Part des entités ayant déployé un dispositif formalisé d'évaluation de la satisfaction clients (en %)	Groupe [BDT - DPS - BPI - CDA - CDC H - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - SF - Transdev]	8/12	9/14	10/12	100%	Présence d'un dispositif formalisé de mesure de la satisfaction clients ayant vocation à couvrir une section représentative des clients (exemple : enquête transmise à l'ensemble des clients, sondage, échantillonnage), au moins pour les activités principales de l'entité. Des études et enquêtes réalisées ponctuellement ne sont pas prises en compte.
	Nombre de saisines instruites dans l'année par la médiation du Groupe	Groupe	999	1 999	1 828	100 % de saisines déposées instruites	Après plusieurs années de hausse du nombre de saisines, principalement imputables à "Mon compte formation", ce nombre connaît une relative stabilisation en 2022, suite aux mesures mises en œuvre pour améliorer la qualité de l'offre de la formation et pour lutter contre la fraude.
Sécurité des données et protection de la vie privée	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de plaintes reçues de la CNIL pour atteinte aux données personnelles (dont part traitée)	Groupe [CDC - BPI - CDC B - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - Transdev]	2 (100 %)	1 (100 %)	1 (100 %)	100 % de plaintes reçues traitées	Les données du Groupe La Poste sont consolidées à partir de 2022. Ce changement de périmètre explique le changement d'échelle constaté sur 2022 : sur les 53 plaintes de 2022, 49 concernent La Poste.
	Contribution au budget de l'état (en Mds€)	CDC	0,5	2,5	2,4		La Caisse des Dépôts, Établissement public à caractère spécial, n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés, mais à un régime particulier d'impôt direct : la contribution représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS). Cette contribution est déterminée selon les règles de droit commun propres à l'impôt sur les sociétés, notamment celles applicables au secteur bancaire. En 2022, la Caisse des Dépôts a versé à l'État une contribution de 2 429 millions d'euros, dont 199 millions d'euros au titre de la contribution représentative de l'impôt sur les sociétés ainsi que 1 630 millions d'euros au titre du résultat de la Section générale, et 600 millions d'euros de prélèvement sur Fonds d'épargne.
Responsabilité fiscale 	Contribution au budget de l'état (en Mds€)	CDC	0,5	2,5	2,4		

Opérations internes

Enjeux DPEF	Risques /opportunités	Politiques
Impacts environnementaux des opérations	Risques d'image et de réputation lié à la non tenue des engagements pris en matière de décarbonation	<ul style="list-style-type: none"> - Politique climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles - Plan d'action "Sobriété" de la Caisse des Dépôts - Politique de réduction de la consommation d'énergie et d'approvisionnement en énergie renouvelable des entités - Plans de déplacement des entités
Prise en compte de l'ESG dans la chaîne d'approvisionnement	Risques concernant les droits humains, la santé, la sécurité, les libertés fondamentales ou la protection de l'environnement non maîtrisés dans notre chaîne de valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Politique climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles - Plan d'action "Sobriété" de la Caisse des Dépôts - Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable de l'Etablissement public, et politiques achats responsables propres à chaque entité

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Emissions de GES opérationnelles 	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du fonctionnement interne (hors financement, en teq CO ₂)		90 740	91 289	89 426		En 2022, les émissions consolident les données de CDC Informatique. Les émissions liées aux achats sont en outre incluses dans le périmètre pilotable. Les historiques ont été recalculés sur ce nouveau périmètre. Afin d'aligner le fonctionnement interne sur une trajectoire compatible avec le maintien du réchauffement climatique sous 1,5 °C, une nouvelle cible de réduction a été définie pour les émissions directement pilotées en se basant principalement sur la méthode du Science-Based Target initiative.
	- dont scope 1	CDC	3 488	3 195	3 004	-46 % (2019 - 2030) sur les émissions des scopes 1,2 et 3 pilotable	
	- dont scope 2	(ICDC inclus)	2 111	1 667	1 763		
	- dont scope 3		85 141	86 427	84 659		
	Total scopes 1, 2 et 3 pilotable		89 879	89 655	87 015		
	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du fonctionnement interne du Groupe (hors financement, en millions de teq CO ₂)	Groupe	4,809	5,181	5,380		Les émissions opérationnelles du Groupe sur les scopes 1, 2 et 3 pilotables sont en augmentation de 4 % par rapport à 2021. Cette augmentation résulte notamment d'évolutions de périmètre, liées à une meilleure appréhension du scope 3. Hors ces évolutions de périmètre, les émissions opérationnelles diminuent de 8 % entre 2021 et 2022.
- dont scope 1	[CDC - ICDC - BPI - CDA - CDCH - Icade - LP - Sfil - SF - Transdev]	1,821	2,187	2,123			
- dont scope 2		0,330	0,560	0,387			
	- dont scope 3 pilotable		2,658	2,435	2,870		
	☒ ☑ Part des émissions de gaz à effet de serre (GES) opérationnelles (scopes 1, 2 et 3 pilotables) couverts par une cible de réduction alignée avec l'Accord de Paris (en %)	Groupe	93 %	92 %	97 %	95 % dès que possible	Une part en hausse liée à la publication de nouvelles cibles intégrant en partiel le scope 3 pilotable pour Icade et l'Etablissement public.
		CDC	53 %	81 %	69 %	100 % d'ici à 2025	Changement de méthodologie en 2022 : le périmètre suivi est le périmètre « engagé » c'est-à-dire périmètre pilotable hors achats de service et fret. L'Etablissement public compense depuis 2006 l'intégralité de ses émissions des scopes 1 et 2. En 2022, 16 644 tCO ₂ e ont été compensées au titre des émissions de 2021, au travers du financement de projets internationaux Livelihoods.
	Part des émissions résiduelles internes compensées (en % des scopes 1, 2 et 3 pilotables)	Groupe	50 %	53 %	47 %	50 % dès 2020	Les émissions opérationnelles compensées se sont montées à 2,53 MtCO ₂ eq en 2022, soit 47 % du total, en privilégiant, en France, les projets bénéficiant du Label bas-carbone lancé par le gouvernement français en 2019.

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	Cibles	Commentaires
Energie 	Consommation totale d'énergie du Groupe (en GWh _{ef})	Groupe [CDC (incluant ICDC) - Transdev - LP - Icade - CDCH - CDA - BPI - SCET - Sfil]	8 538	11 169	12 945		Les consommations énergétiques du Groupe sont principalement liées aux consommations de ses filiales transport et logistique (groupe La Poste et Transdev) puis de ses filiales immobilières (CDC Habitat et Icade). Les consommations de l'Établissement public représentent 1 % des consommations du Groupe.
	- dont liée aux bâtiments		3 175	4 611	7 191		
	- dont liée aux flottes de véhicules		5 363	6 559	5 754		
	Consommation totale d'énergie de l'Établissement public (en GWh _{ef})	CDC	35	41	57	-10 % (2019 - 2025)	La hausse des consommations constatées en 2022 est due à la consolidation des données de CDC Informatique avec celles de l'Établissement public (y compris les consommations liées aux data centers) : en réintégrant ces consommations dans l'historique, on constate en effet une baisse globale de 10 % par rapport à 2021, prolongeant une tendance de long terme (-13 % par rapport à 2019 et -17 % par rapport à 2018).
	- dont liée aux bâtiments		35	39	53		
- dont liée aux flottes de véhicules		3	3	5			
Consommations d'énergie liés au bâtiments par m ² (en kWh _{ef} /m ²)	CDC (ICDC inclu)	190	203	183	-16 % (2019 - 2024)	Le suivi inclut les consommations d'énergie de CDC Informatique hors data centers. Les historiques ont été retraités pour bien intégrer ce périmètre.	
Part d'énergie consommée issue des sources renouvelables (en % de la consommation des bâtiments)	CDC	68 %	71 %	73 %	75 % d'ici à 2025	La part d'énergie issue de sources renouvelables est de nouveau en progression en 2022, avec le nouvel approvisionnement des consommations d'électricité des data centers issue à 100 % de sources renouvelables.	
Eau 	Volume total d'eau consommé (en m ³)	Groupe [CDC (ICDC inclus) - Icade - CDCH - CDA - Transdev - LP]	14 380 537	20 022 670	17 919 449		L'indicateur est en hausse sur 2022, du fait de l'intégration de CDC Informatique dans le périmètre et du retour à un niveau d'activité à la « normale » des restaurants d'entreprise; L'essentiel des consommations en eau provient des activités touristiques et de loisirs de la Compagnie des Alpes, de la consommation d'eau des occupants des immeubles loués dans le cadre des activités immobilières (Icade et CDC Habitat) et du lavage des véhicules dans les activités de transport et de logistique (Transdev et le Groupe La Poste intégré à partir de 2021). La majorité de cette eau correspond à de l'eau de distribution.
Déchets 	Volume de déchets produits (en tonnes)	CDC	744	754	2 840		La production de déchets de l'Établissement public concerne principalement les déchets de bureau et les déchets du restaurant d'entreprise. En 2022, plusieurs facteurs expliquent la hausse observée : élargissement du périmètre reporté (les données de l'Établissement public incluent désormais les déchets de CDC Informatique ainsi que les déchets informatiques) et production de déchets du chantier du nouveau site de Bordeaux.
	Part de déchets valorisés (recyclé, composté) (en %)	CDC	62 %	64 %	76 %		
Achats responsables 	 Part des entités du Groupe ayant formalisé une politique achats responsables (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - SF - Transdev]	54 %	57 %	70 %		Près des trois quarts des entités ont formalisé une politique d'achats responsables (charte, guide ou autre document formalisé). Pour le reste des entités, des bonnes pratiques sont mises en place quoique non formalisées dans un document.
	Montant des achats auprès des entreprises du secteur protégé et adapté (en M€)	CDC Groupe [CDC - CDCH - SF - Icade - BPI - Transdev - LP]	0,90	0,60	0,61		

Groupe Caisse des Dépôts
56 rue de Lille
75007 Paris
T 01 58 50 00 00

 |  |  | 
caissedesdepots.fr



Ensemble, faisons grandir la France